

Einar Tangen : la crise économique du Japon et pourquoi les États-Unis seront les prochains

Einar Tangen est chercheur senior au Teihe Institute et chercheur senior au CIGI. Substack d'Einar Tangen : <https://substack.com/@asianarratives> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Einar Tangen nous rejoint aujourd'hui. Il est chercheur principal à l'Institut Taihe et chercheur principal au Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale. Il tient aussi une fascinante lettre d'information sur Substack, Asian Narratives, que je veille toujours à lire régulièrement. J'ai mis un lien dans la description. C'est donc un plaisir de vous revoir, mon ami.

#Einar Tangen

Merci beaucoup de m'avoir invité. Je crois que je parle trop, mais vos questions m'apprennent beaucoup.

#Glenn

Eh bien, non, non, j'apprécie vos analyses, c'est tout l'intérêt, donc c'est très bien. Je voudrais vous interroger aujourd'hui sur le Japon, parce que vous avez écrit à son sujet, et j'ai, je suppose, deux idées en tête. D'abord, le modèle économique japonais, qui semble s'être complètement grippé. Mais je me suis dit qu'il serait bon de commencer par le partenariat entre les États-Unis et le Japon, qui semble, eh bien, pas forcément se défaire, mais qui s'affaiblit clairement. Le partenariat et l'alliance entre les États-Unis et le Japon ont toujours été un pilier essentiel de l'ordre de sécurité dirigé par les États-Unis et de l'architecture économique mise en place après la Seconde Guerre mondiale. Et si l'on regarde d'abord la composante économique, certaines choses ne se passent pas bien.

Autrement dit, Washington, on l'a vu, a menacé plus tôt le Japon de droits de douane pouvant aller jusqu'à vingt-cinq pour cent, à moins qu'il n'investisse cinq cent cinquante milliards de dollars aux

États-Unis. Il exige que les Japonais achètent des produits agricoles américains, de l'énergie américaine, ces avions Boeing. Ils doivent déplacer des industries stratégiques aux États-Unis, plutôt que d'exporter. Et puis, oui, exercer davantage de pression pour un yen plus fort. C'est simplement... Je pense qu'à court terme, les Japonais peuvent céder à la pression. Mais à long terme, s'ils veulent survivre, ils vont devoir trouver un moyen de, disons, se diversifier un peu en s'éloignant des États-Unis. Je me demandais simplement ce que vous en pensez. Parce que, si l'on regarde l'économie et l'aspect sécuritaire de ce partenariat, il ne semble plus reposer sur des fondations très solides.

#Einar Tangen

Non, ce n'est pas le cas. Malheureusement, il faut remonter dans l'Histoire jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis ont, en substance, conquis le Japon et l'occupent depuis la fin de la guerre, en 1945. Je crois que nous y avons entre cinquante mille et soixante mille soldats, et nous leur avons imposé une Constitution en temps de paix.

#Glenn

Il y a eu un investissement.

#Einar Tangen

Le Japon s'est effectivement imposé. À une époque, « Made in Japan » était synonyme de camelote bon marché. Mais ils sont montés dans la chaîne de valeur, au point de devenir, dans les années soixante-dix, une menace pour les États-Unis. Et beaucoup de choses qu'on dit aujourd'hui sur la Chine étaient alors dites sur le Japon : qu'ils cherchaient à ruiner l'économie américaine, à prendre des emplois. Qu'ils allaient conquérir le monde. Qu'ils allaient nous remplacer. Qu'ils allaient nous posséder. Comme je l'ai dit souvent, on voyait des sénateurs et des membres du Congrès, armés de masses, se tenir dehors, convoquer très ostensiblement la presse, puis, vous savez, s'acharner sur des voitures japonaises, des radiocassettes Sony, et ainsi de suite.

Et à cause de cela, ils ont dû signer, ou ont été forcés, contraints, selon eux, de signer les accords du Plaza, signés en 1985. Ils sont entrés en vigueur en 1986. Et depuis cette époque, le Japon fait du surplace. Le yen a été lié au dollar, ce qui a rendu le yen plus cher. Par conséquent, les produits japonais sont devenus moins compétitifs. Les Japonais ont commencé à réagir en construisant des usines automobiles et d'autres usines en dehors du Japon. Mais cela a, en quelque sorte, vidé l'économie de sa substance. Aujourd'hui, la valeur nette de l'économie japonaise, en termes réels, en dollars réels, est inférieure à ce qu'elle était en 1986. Alors, mettons tout cela ensemble. Vous avez un pays très fier. Ils ont perdu la guerre. En réalité, ils ne se sont jamais pleinement repentis.

L'empereur a échappé à toute forme de justice, alors même que, de toute évidence, la guerre avait été menée en son nom, qu'il y était pleinement impliqué, et que cela ne faisait aucun doute. Mais le Japon est devenu un cas particulier. Ce n'était pas comme en Allemagne, où, vous savez, tout le

monde a dû rendre des comptes. Il y a eu de nombreux procès pour crimes de guerre, et les responsables ont effectivement été punis, beaucoup par la mort. Au Japon, MacArthur avait essentiellement les yeux rivés sur la Russie. Il voulait traverser le Japon, la Corée, la Chine, puis entrer en Russie. À ses yeux, la menace d'un gouvernement socialiste communiste était plus importante que de punir les fascistes pour leurs crimes de guerre. Et juste pour donner une idée aux gens, je veux leur rappeler qu'on parle de plus de cent millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Sur ce total, trente-cinq millions étaient chinois.

Ils n'ont pas tous été assassinés dans leur lit ou violés. Beaucoup sont morts de faim. Ou alors, parce qu'on leur refusait tout type de médicaments, ils sont littéralement morts faute de soins. Comment cela a-t-il pu arriver ? Quand les Japonais sont entrés en Chine, ils ont tout pris. Ils ont pris la nourriture. Ils ont pris les médicaments, tout ce qui n'était pas fixé au sol. D'ailleurs, aujourd'hui encore, vous pouvez aller au Japon et découvrir toutes sortes de trésors merveilleux pillés dans différentes villes chinoises. Il y a donc ce point non réglé dans l'histoire : le Japon ne s'est jamais repenti. C'est important. C'est le quatre-vingtième anniversaire des procès de Tokyo. Et là, oui, des criminels de guerre japonais, dont certains des principaux, ont effectivement été jugés, condamnés, et certains ont été pendus.

Mais les autres s'en sont sortis. Et quelques années plus tard, devinez quoi ? Le grand-père de Shinzo Abe était un criminel de guerre de classe A, mais il est devenu Premier ministre du Japon. Comment est-ce possible ? Eh bien, ce qui s'est passé, c'est que MacArthur, comme je l'ai dit, visait ce qu'il considérait comme de plus gros poissons. Il avait besoin du Japon comme ligne d'approvisionnement. Alors il a décidé qu'après le premier procès, il n'y en aurait plus d'autres. Les gens impliqués dans, je crois, les procès de l'unité 51 ou 53, avaient mené les mêmes expériences horribles que Joseph Mengele, le nazi allemand. Vous savez : congeler des êtres humains, opérer des embryons, ouvrir des gens pour voir s'ils pouvaient les infecter avec certaines choses.

Ils ont participé à la propagation de virus à grande échelle dans des villes. En gros, des avions survolaient les zones, et de petites capsules se brisaient pour répandre l'infection, ainsi que pour empoisonner les céréales. Et cela s'est produit dans deux villes. Donc, quand je parle de trente-cinq millions de personnes, sur la population chinoise de l'époque, il n'y a vraiment personne en Chine qui n'ait pas été touché par ce que les Japonais ont fait. Et ils s'en souviennent encore. En fait, le musée de Nankin, qui commémore la guerre antifasciste et le massacre de Nankin commis par les Japonais, est le deuxième musée le plus populaire et le plus visité de Chine. Pas la deuxième attraction, mais le deuxième musée. Cela vous donne une idée : non seulement les gens se souviennent, mais ils ne veulent pas oublier.

Malheureusement, au Japon, ils ont pratiquement essayé d'effacer cette partie de l'histoire. Et même dans leurs manuels scolaires, aujourd'hui, quand ils enseignent aux enfants, ils ne parlent pas de ce que l'armée japonaise a fait. Ils insistent sur le fait que le Japon a perdu la guerre, et que c'est peut-être là son seul crime. Et qu'à Nankin, la courageuse armée japonaise empêchait les seigneurs de guerre chinois de se violer et de se piller entre eux. Bien sûr, c'est totalement faux. Si beaucoup d'

entre eux n'ont pas été condamnés, c'est parce qu'ils ont eu suffisamment de temps pour détruire toutes les preuves. En Allemagne, les preuves ont été conservées, et c'est pour cela qu'ils ont pu poursuivre ces criminels. Mais dans ce cas précis, les criminels ont détruit les preuves.

Eh bien, pourquoi est-ce que j'en parle aujourd'hui ? Parce que le même groupe qui a été mis au pouvoir, en substance, par MacArthur, puis soutenu par la CIA et le département d'État, est toujours aux commandes. Et Takaichi en fait partie. Ils ont deux caractéristiques. Premièrement, c'était le camp vaincu — pas elle personnellement. Elle n'avait pas de grand-père criminel de guerre. Mais ils représentent ce même héritage. C'est le même groupe qui, en 1954, élaborait des plans pour faire entrer au sanctuaire Yasukuni ces criminels de guerre japonais exécutés, dont les cendres avaient été réduites en poussière puis dispersées dans l'océan pour éviter qu'ils ne soient divinisés. Et ils y sont parvenus.

Cela vous donne une idée de l'importance et de la durée de tout cela pour eux. Ces tendances fascistes perdurent, et ils ne s'en excusent pas. Ils poursuivent donc ici plusieurs objectifs complexes, à mon avis, bien sûr. Ils n'aiment pas avoir des troupes américaines au Japon, dont beaucoup sont des personnes de couleur. Le Japon n'est pas réputé pour bien accueillir les étrangers, les gaijin. Et ils n'aiment vraiment pas ça, surtout lorsqu'il y a des incidents impliquant des viols, des meurtres, et ainsi de suite. Il y a donc ce désir de se débarrasser des étrangers. Mais comment faire ? Il y a une Constitution de paix. Et cette Constitution précise qu'ils ne peuvent pas s'engager dans des actions agressives. Ils ne peuvent que se défendre.

Et pendant longtemps, il s'agissait des tactiques des Forces japonaises d'autodéfense. Mais, petit à petit, ils ont procédé par petites tranches pour créer une armée active. Et pourquoi veulent-ils faire ça ? Eh bien, Takaichi et Shinzo Abe ont clairement dit qu'ils voulaient, je cite, « normaliser » le Japon, fin de citation. Et qu'est-ce que cela signifie ? Au fond, ils veulent rédiger leur propre Constitution, se réarmer et devenir une puissance comme les autres. Et ils invoquent la Corée du Nord et, bien sûr, la Chine. D'une certaine façon, la Chine est l'ennemi. Pourquoi ? C'est pratique. Les États-Unis ont un problème avec la Chine. Le Japon est proche des États-Unis. Donc, faire bloc et dire que la Chine est l'ennemi, c'est facile. Sauf que le Japon est étroitement lié à la Chine sur le plan économique. Il y a des usines ici.

C'est un marché immense. Ce n'est pas quelque chose dont les Japonais peuvent se détourner pour trouver d'autres marchés ou d'autres bases de production. Ils peuvent essayer, mais ce serait extrêmement coûteux, et cela rendrait leurs produits moins compétitifs. Donc, vous avez ce groupe qui tient à, je cite, « normaliser » son pays, fin de citation. Mais en même temps, il souffre d'une autre blessure qu'il s'est infligée, la deuxième, avec les accords du Plaza dans les années quatre-vingt. Et cela a pratiquement réduit leur économie à néant. Ils ont des problèmes démographiques, qui seraient survenus de toute façon. Mais, vous savez, à l'heure actuelle, ils n'ont pas de solution.

Et ce qu'on a vu il y a quelques semaines, c'est Bessent, qui a été l'architecte, avec George Soros, de la crise financière asiatique. Et pour ceux qui se demandent de quoi il s'agit, c'était une crise prévue

et précipitée par Soros et Bessent pour gagner de l'argent. Ils ont vu d'importants flux de capitaux spéculatifs affluer vers l'Asie du Sud-Est. Ils ont délibérément trouvé un moyen de faire s'effondrer tout ça, puis de gagner énormément d'argent : des milliards et des milliards de dollars à l'époque, quand c'était beaucoup d'argent. Donc, le profiteur... eh bien, voici maintenant Bessent qui vient au secours du Japon. Je cite cela pour que les gens comprennent la situation dans laquelle se trouve le Japon. D'un côté, s'ils ont un yen fort, soixante pour cent de leur alimentation vient de l'extérieur du Japon. Quatre-vingt-dix-huit pour cent de leur énergie vient de l'extérieur du Japon.

Donc, un yen fort, c'est une bonne chose, n'est-ce pas ? Ils peuvent acheter ces biens qui sont absolument nécessaires. L'énergie et la nourriture, c'est très important. Ce sont des produits de première nécessité. Mais, d'un autre côté, un yen fort rend les produits japonais moins compétitifs. Or, l'exportation est une composante majeure de l'économie japonaise. Donc, avec un yen plus faible, ils paieront davantage pour les produits de première nécessité. Mais, en théorie, ils pourront vendre davantage de produits, au moins de façon compétitive. Avec un yen fort, c'est exactement l'inverse. C'est donc cette situation de tiraillement dans laquelle ils se trouvent. Ils n'ont pas de réponse claire. Takaichi n'a jamais vraiment abordé cette question. Elle a simplement dit : « Nous allons y injecter davantage d'argent. Nous allons mobiliser l'énorme épargne des Japonais et essayer de les convaincre, ou de les pousser de force, à investir dans l'économie japonaise. »

Mais le problème de l'économie japonaise, c'est qu'elle n'a pas besoin de financement. Elle doit devenir plus compétitive. Et les entreprises qui s'implantent au Japon, à cause du coût plus élevé de tout — l'importation des biens, les salaires, et ainsi de suite — ne seront pas aussi compétitives que si elles installaient la même entreprise, disons, en Indonésie, en Malaisie ou au Vietnam. Elles sont donc prises dans une sorte de piège de compétitivité, et elles n'ont pas trouvé le moyen d'en sortir. Or, comme je l'ai dit, tout a explosé il y a quelques semaines, lorsque les Japonais ont dépensé cinquante milliards de dollars américains pour tenter de défendre le yen, qui était en chute libre. Ils ne pouvaient pas se le permettre. Pourquoi les États-Unis sont-ils intervenus ? Parce que les Japonais menaçaient de vendre leurs bons du Trésor, de prendre des positions vendeuses. Et si cela arrive, devinez quoi ?

Lorsqu'ils vendent, et qu'ils détiennent des quantités importantes, les taux d'intérêt sur les obligations vont augmenter. Cela ne concerne pas les taux d'intérêt des titres déjà en circulation : eux, ils restent les mêmes. Mais comme le Trésor emprunte de plus en plus pour financer l'énorme dette créée par Donald Trump, il paiera davantage d'intérêts. Et là, enfin, vous savez, le gouvernement américain verse déjà plus de mille milliards de dollars d'intérêts, sur un budget de six mille milliards de dollars, ou un peu moins, approximativement. Et devinez quoi ? Déjà, environ un tiers de cela, soit un peu moins de deux mille milliards, est déjà emprunté. Donc, disons que je gagne cent mille dollars, mais que j'en dépense cent cinquante mille, et que j'ai ces cent cinquante mille... d'accord, environ mille six cents dollars.

#Einar Tangen

Vingt-cinq mille dollars partent uniquement dans les intérêts. Donc ce genre de situation n'est pas tenable. Mais, vous savez, Bessent et Trump raisonnent à très court terme. Ils espèrent donc que, d'une manière ou d'une autre, tout finira par s'arranger. La réindustrialisation de l'Amérique ne se passe pas très bien. En fait, davantage d'industries et d'emplois sont partis que vous n'en avez réellement créés. Tout ce dont on parle, vous savez, les technologies de pointe, la création d'usines de fabrication de puces, ce genre de choses, ça non plus, ça n'a pas marché. Des retards importants, des coûts plus élevés, une compétitivité moindre. Ils n'ont pas les ingénieurs nécessaires en Amérique, et l'Amérique ne veut pas laisser entrer les ingénieurs qui pourraient le faire. Ils viennent surtout de Taïwan. Donc, il y a une quantité infinie de contradictions qui se déroulent en ce moment même. Voilà la situation à laquelle ils sont confrontés.

Bessent ne peut pas se permettre, à court terme, de laisser les Japonais vendre des bons du Trésor américain, parce que cela ferait grimper ses coûts d'emprunt. Mais est-il un ami des Japonais ? Non. Les aident-ils ? Non. Ils leur imposent des droits de douane, comme à tout le monde. Le Japon se retrouve donc dans une situation où son dirigeant se concentre surtout sur cette forme de normalisation de la défense, tout en négligeant, ou sans avoir, un plan complet pour l'aspect économique de ce que fait le Japon. Je sais que j'ai abordé beaucoup de sujets, mais je pense qu'il est nécessaire de comprendre ces deux choses : à quel point la Seconde Guerre mondiale reste importante et pertinente, et puis toute cette question du Tasek, ainsi que la position dans laquelle se trouve le Japon.

#Glenn

Alors, question suivante.

#Einar Tangen

Je vais essayer de faire court.

#Glenn

Eh bien, nous avons des problèmes similaires en Europe. Comme vous le savez, après la Seconde Guerre mondiale, beaucoup de nazis allemands issus de l'armée se sont retrouvés à travailler avec la CIA, puis au sein du comité militaire de l'OTAN, et sont devenus des commandants de l'OTAN. Donc, il n'y a pas eu non plus d'épuration complète en Europe. Même aujourd'hui, on voit en Ukraine qu'ils exhument et rapatrient des nazis de la Seconde Guerre mondiale, les font revenir en Ukraine et leur accordent des funérailles avec tous les honneurs de l'État. Donc, dans cette partie du monde non plus, nous n'avons pas tout à fait tourné la page de l'Histoire. Je veux quand même vous interroger sur le cas japonais, parce que si vous alliez au Japon dans les années 1980, vous visitiez en quelque sorte... c'est là qu'il fallait aller si vous vouliez voir à quoi ressemblait l'avenir.

Ils étaient, comme vous l'avez dit, la Chine de leur époque. Mais cela a changé de façon assez fondamentale aujourd'hui. Et, bien sûr, une grande partie de tout cela remonte aux années quatre-vingt. Mais ce que j'ai trouvé intéressant dans les années quatre-vingt-dix, c'est que les États-Unis ont exposé leur stratégie de primauté mondiale, notamment à travers la doctrine Paul Wolfowitz, fondée sur les Orientations de planification de la défense de mille neuf cent quatre-vingt-douze. Ils y esquissaient en quelque sorte l'objectif des États-Unis, ou la manière dont ils allaient développer et maintenir l'unipolarité. Et c'était intéressant, parce que le Japon était perçu de deux façons. D'un côté, c'était un allié essentiel et un pilier de la puissance américaine. Pour avoir une primauté mondiale, il faut des partenaires.

Le Japon est donc une tête de pont, un partenaire clé en Asie de l'Est. En même temps, ils ont reconnu que le Japon avait le potentiel pour devenir un centre de pouvoir indépendant. Il devenait trop puissant. Et comme ce document stratégique américain de 1992 l'exposait très clairement, nous ne pouvons pas accepter que des pays comme l'Allemagne, le Japon, ou n'importe quel autre, deviennent indépendants des États-Unis. Ils doivent toujours nous servir. Ce qui rejoint l'idée selon laquelle les États-Unis n'ont pas d'alliés, mais des vassaux. Il y a beaucoup de vrai là-dedans. Je me demandais simplement ce qui a fait s'effondrer l'économie japonaise, ou son modèle économique, parce que beaucoup font remonter cela aux accords du Plaza.

#Einar Tangen

Oui, enfin, c'est bien tout l'enjeu. L'accord du Plaza, c'était notre façon de mettre un bâton dans les rouages du Japon. Enfin, vous voyez, une clé à molette dans son mécanisme. En gros, il reliait le yen au dollar et le rendait plus cher. Donc les produits japonais devenaient moins compétitifs. Et, au fond, cela les obligeait, s'ils voulaient rester compétitifs, surtout pour leurs voitures, à commencer à créer des usines. Pas seulement aux États-Unis. Ils ont commencé à le faire partout dans le monde : en Inde, en Afrique, en Amérique du Sud, dans une moindre mesure, et puis, bien sûr, aux États-Unis. Cela a donc entraîné de grands changements. Mais, au fond, il faut se souvenir que ça vide le pays de sa substance. Chaque emploi perdu au Japon n'est pas remplacé comme par magie. Et c'est ça, le problème.

Les salaires stagnent. Vous savez, ils n'augmentent tout simplement pas. Le coût de la vie augmente, mais pas les salaires eux-mêmes. Donc, si vous parcourez le Japon aujourd'hui, vous voyez une économie en déclin. Les villes restent animées, mais quand on regarde les gens, ils vivent dans des appartements minuscules, de la taille d'une boîte d'allumettes. Ils ont assez d'argent pour vivre et manger. La plupart du temps, on voit désormais des personnes âgées qui ont recours à d'autres moyens pour s'en sortir, y compris s'asseoir sur des bancs dans les parcs et accueillir des inconnus. Et, vous savez, c'est un vrai problème. C'est une société qui stagne. Et puis, si vous sortez des villes, vous voyez de belles maisons qui sont vides.

Personne ne veut y vivre. Personne n'a les moyens de les entretenir ou, vous savez, de les restaurer. Alors elles restent vides. En fait, on peut encore acheter une maison japonaise dans un village, pas très loin d'une ligne de chemin de fer, à un prix très bas. Mais il n'y a vraiment aucun espoir. Des étudiants japonais sortent de ces écoles. Autrefois, elles leur garantissaient plus ou moins un emploi. Ils devenaient des salariés dans de grandes entreprises : Sony, Honda, et ainsi de suite. Mais cette possibilité n'est plus ouverte. Et le genre d'emploi à vie, ce « bol de riz doré », n'existe plus. Aujourd'hui, ils se débarrassent des gens. On ne peut pas simplement rester là à faire le drone. Si vous n'êtes pas rentable, évidemment, l'entreprise doit en tenir compte.

Le Japon change, mais il n'a pas changé en phase avec l'ordre économique mondial. Vu ce que le Japon possède, et à quel point nombre de ses ingénieurs sont manifestement brillants, où est l'IA japonaise ? Est-ce que personne ne se pose cette question ? C'est la même chose que je me demande à propos de l'Europe. Où est l'IA européenne, développée localement ? Je veux dire, aujourd'hui, il n'y a essentiellement que la Chine et les États-Unis. Mais, en théorie, la Corée du Sud, l'Europe, le Japon devraient se disputer cette place. Ils ont les ingénieurs, l'expertise technologique. Ils ont des industries liées à tout ça, y compris, vous savez, la fabrication de puces, et ainsi de suite. Mais ils ne sont pas là. Et c'est quelque chose qui me préoccupe vraiment.

La Chine le fait parce qu'elle n'a pas le choix. On l'en exclut. Et elle se dit : « Si on nous exclut, on sera à la merci des autres. » Ceux qui possèdent la propriété intellectuelle de l'IA seront, en gros, servis par ceux qui ne la possèdent pas. Et ils connaissent très bien le modèle extractif que les États-Unis aiment promouvoir, tout comme l'Europe. L'idée, c'est que j'invente l'IA, puis j'en extrais autant de valeur que possible. Je ne suis pas en concurrence. J'ai un monopole pendant un temps limité, et j'essaie de trouver des moyens de prolonger ce monopole, puis de m'en servir pour augmenter, je cite, la « valeur pour les actionnaires ». Et l'un des grands dangers qui pèsent aujourd'hui sur les sociétés occidentales, c'est cette idée selon laquelle une ruée effrénée vers la valeur à court terme va, d'une manière ou d'une autre, faire en sorte que tout se passe bien. J'ai déjà parlé de ça, et je n'ai rien contre les MBA.

Je sais que beaucoup d'entre eux sont de bonnes personnes, et tout ça, mais au fond, on leur apprend — et pas seulement, on l'exige d'eux, surtout s'ils font partie de l'équipe de direction ou d'un conseil d'administration — de maximiser la valeur pour les actionnaires. C'est ce qu'on vous dit dans les conseils d'administration. Ensuite, on vous dit : vous devez maximiser la valeur pour les actionnaires. Si vous n'êtes pas d'accord avec ça, vous ne pouvez pas siéger dans ce conseil. En fait, vous ne pouvez siéger dans aucun conseil. Mais qu'est-ce que ça veut dire, maximiser la valeur ? Est-ce que ça veut dire le court terme, ou l'année prochaine, qui va déterminer les primes des gens au pouvoir, surtout du groupe dirigeant ? Ou est-ce que ça veut dire les bénéfices à long terme de ce groupe particulier, en matière de planification à long terme, des gens qui y travaillent, des fournisseurs et des relations ? Allez-y.

Dans les MBA, on vous apprend que ça n'a pas d'importance. Que c'est juste quelque chose qu'on manipule pour toucher sa prime. Donc, il y a de vrais problèmes. Ce n'est pas le capitalisme. Le capitalisme, c'est simplement la description d'un processus. Mais quand vous faites du capitalisme une idéologie, en disant qu'il résoudra tout, et que la main invisible voit tout, sait tout et fait tout, alors vous devenez l'École de Chicago. Vous remplacez... vous utilisez vos modèles mathématiques, en substance, pour prétendre avoir trouvé Dieu, et que Dieu est la main invisible. Ça n'a pas très bien marché. On n'entend plus beaucoup parler de l'École de Chicago, mais les écoles de MBA continuent de produire à la chaîne ces gens brillants, qui pourraient peut-être être employés ailleurs pour gagner de l'argent, comprendre les affaires.

Mais ils obtiennent leur diplôme, puis ils sont placés aux échelons juniors de la direction, et beaucoup finissent par arriver au sommet. Et quand ils y arrivent, ils appliquent ce qu'on leur a appris à faire. Et c'est là qu'il y a un problème. Au Japon, c'est un peu différent. Il y a encore de grandes entreprises qui sont contrôlées, pour l'essentiel, par des individus. On a vu ce qui s'est passé avec Samsung, et cetera. Vous savez, le dirigeant est allé en prison, mais il reste quand même à la tête de l'entreprise. Et il y a même des tentatives pour dire, en quelque sorte : « Bon, vous savez, tout ça était politique. » La concentration des richesses continue, et ça n'aide pas la société. Au fond, une grande partie de tout cela revient à la question de ce que, selon vous, le gouvernement devrait faire.

Le gouvernement est-il là pour garantir une société juste, meilleure, équitable, où chacun a des possibilités, où les bases de l'existence humaine sont assurées ? Vous savez, les nécessités, y compris les soins de santé, sont fournies, tout comme les nécessités de la vie en société. Il faut des routes, des communications, des égouts, de l'eau, toutes ces choses-là. Et il faut une économie qui fonctionne. Est-ce cela qu'ils sont censés faire ? Ou sont-ils censés répondre à ceux qui sont les plus puissants et les plus riches ? En substance, être des lobbyistes ou des chiens dressés qui réagissent aux sifflements de leurs propres sponsors, des gens très riches. On le voit très clairement aux États-Unis. Je veux dire, nous avons parlé tout à l'heure de la doctrine Powell, et il ne s'agit pas du Powell qui était secrétaire d'État.

C'est Powell qui, en mille neuf cent soixante-douze, je crois, a rédigé un mémorandum, un mémorandum secret, six mois avant d'entrer à la Cour suprême des États-Unis. Il y détaillait la nécessité, pour les familles riches et les entreprises, de prendre le contrôle du gouvernement, littéralement de prendre le contrôle du pouvoir judiciaire, des médias, des groupes de réflexion, des universités, et, au fond, de créer une société dirigée par des oligarques. Et l'un des moyens qu'il a employés, c'est qu'il a posé les bases permettant de faire des entreprises des personnes. Or, quand vous faites d'une entreprise une personne aux États-Unis, les personnes jouissent de la liberté d'expression. Et ils ont utilisé cet argument avec succès pour permettre aux entreprises et aux personnes fortunées de verser des sommes illimitées aux candidats de leur choix.

Sans surprise, comme on l'a vu avec Trump et beaucoup d'autres, ceux qui paient jouent aussi. Et on a vu des milliards et des milliards de dollars être accordés précisément aux gens qui avaient donné des millions de dollars à des candidats. Pour eux, c'est donc un très bon retour sur investissement. Je vous donne quelques millions, mais j'en gagne quelques milliards. C'est plutôt bien. Mais qu'est-ce qui est perdu là-dedans ? Les gens. Vous savez, on est dans une situation où les marchés boursiers atteignent des records historiques. Pendant ce temps, la majorité des gens, entre soixante et soixante-dix pour cent, selon qui vous croyez, n'ont pas assez d'argent en cas d'urgence. Ils n'en ont pas assez. Ils n'ont pas quatre cents dollars. Ils vivent de paie en paie, du moins dans leur esprit. Et ils ne profitent pas de la belle vie. Ils s'inquiètent de la vie qu'ils ont déjà. Alors, vous savez, est-ce que le gouvernement les aide ?

Le gouvernement leur offre-t-il un cadre sûr, où ils n'ont pas besoin d'une arme pour se protéger ? Se sentent-ils libres, et en sécurité, quand leurs enfants vont à l'école, quand ils vont sur leur lieu de travail, quand ils sont dans la rue ou dans un espace public ? Se sentent-ils en sécurité ? Qu'est-ce que vous attendez du gouvernement ? Alors, au Japon aujourd'hui, pour revenir au sujet, je ne pense pas que la plupart des gens estiment que le gouvernement les aide réellement. Ils votent pour des populistes qui promettent de pouvoir tout régler. C'est assez simple : il suffit d'y injecter de l'argent. Mais, vous savez, au Japon, la dette représente deux cent cinquante pour cent du PIB. Une grande partie relève de ce qu'on appelle le carry trade. On peut décortiquer cette dette, et elle n'est pas aussi grave qu'elle en a l'air. Mais cela reste un chiffre colossal, très, très supérieur à celui des États-Unis.

On a l'impression que beaucoup de ces pays sont perdus. Les gens attendent davantage de l'État que ce que l'État est capable de leur donner. Dans le cas du Japon, des problèmes de long terme se sont accumulés depuis la Seconde Guerre mondiale, puis, sur les plans économique et politique, depuis le milieu des années quatre-vingt. Et ils ne peuvent pas être résolus par un seul populiste agitant sa baguette magique. Ce sont des problèmes profonds. Ils exigent une planification à long terme. Ils exigent des changements. Ils exigent des gouvernements stables, prêts à les mettre en œuvre. Et aujourd'hui, nous n'avons pas cela. Alors, quand on commence à parler du Japon, on peut parler des États-Unis, on peut parler de l'Europe, on peut parler de nombreux pays démocratiquement élus. Mais on peut aussi parler de ceux qui n'ont pas de démocratie.

Les problèmes de long terme exigent des solutions de long terme. Et la bonne gouvernance, c'est avoir des gouvernements capables de les mettre en œuvre. Je veux dire, récemment, Zhu Rongji, qui était le Premier ministre de la Chine — ce qui signifie, en gros, qu'il dirigeait le gouvernement, par opposition au parti, même s'il était bien sûr membre du parti. Le fait est qu'il a pris des décisions extrêmement impopulaires. Il a démantelé les entreprises d'État qui vous garantissaient pratiquement un emploi à vie, mais pas une très bonne vie pour autant. Vous aviez une paie, un salaire, mais il ne se passait pas grand-chose de plus. Il a dit que cela devait changer. Il a instauré, en substance, non pas la propriété privée des biens, mais des droits privés sur les biens, par le biais de baux. Et ce fut le plus grand transfert de richesse de l'histoire moderne.

#Glenn

Vous avez donc mentionné plus tôt que les États-Unis ne veulent pas que le Japon vende ses titres du Trésor. Et je me suis dit que c'était, j'imagine, un thème récurrent. En avril deux mille vingt-six, on sait que Scott Bessent a déclaré que les États-Unis discutaient de ces lignes de swap en dollars avec les États du Golfe, ainsi qu'avec des pays d'Asie. Et il a été très précis. Beaucoup, beaucoup de gens ont présenté cela comme un renflouement, ou comme une aide apportée aux États du Golfe. Mais, selon ses propres termes, il s'agissait d'empêcher la vente désordonnée d'actifs américains. Il y a donc quelque chose de rafraîchissant dans cette honnêteté, au moins : tout n'est pas altruiste ici. Mais dans votre article, vous aviez ce très bon graphique montrant que non seulement de nombreuses sociétés et économies ont commencé à stagner en Occident, mais que le cas japonais était tout à fait saisissant.

Oui, la situation est terrible. Et je me dis que, tandis que la dette japonaise continue d'augmenter, que la situation économique se dégrade, que la compétitivité économique disparaît, c'est tout le modèle économique qui doit être repensé de fond en comble. Pendant que tout cela se produit, on voit maintenant que les États-Unis sont dans une situation très difficile. Ils jouent désormais ce rôle-là. Ils cherchent à extraire des bénéfices, des actifs, des investissements de leurs propres alliés ou États satellites. Et il semble que quelque chose va finir par céder. On le voit en Europe, mais je pense que le Japon est aussi, sans aucun doute, un candidat potentiel. Mais que se passerait-il si le Japon commençait vraiment à s'effondrer ? Parce que, vous savez, en ce qui concerne les marchés obligataires américains, ils sont très étroitement liés à l'économie américaine.

#Einar Tangen

Beaucoup de gens demandent toujours : « Oh, comment est-il possible qu'un pays emprunte à hauteur de deux cent cinquante pour cent de son PIB ? » Eh bien, il faut comprendre qu'il existait ce qu'on appelait le carry trade. En gros, des entreprises et des particuliers — surtout des entreprises, mais cela pouvait aussi être un très gros particulier — pouvaient aller à la Banque du Japon et emprunter de l'argent à pratiquement zéro pour cent. Ensuite, vous preniez cet argent pour acheter des bons du Trésor américain, qui rapportaient, disons, entre deux et trois pour cent. C'était de l'argent gratuit, non ? Vous preniez un certain risque lié au taux de change entre le dollar et le yen, mais il était, dans l'ensemble, assez stable.

Le risque n'était pas énorme. Donc c'était très, très populaire. Beaucoup d'entreprises l'ont fait. Elles y voyaient un moyen de renforcer, vous savez, leurs résultats financiers. Alors elles l'ont fait. Le problème, c'est comment dénouer tout ça ? Surtout quand la Banque du Japon... Une partie de la raison pour laquelle le yen a autant baissé, c'est que les gens anticipaient que la Banque du Japon baisserait ses taux. Ces deux dernières années, elle les a augmentés, en essayant de relancer l'

économie. Emprunter à taux zéro n'aidait pas les entreprises japonaises. Elles n'investissaient pas cet argent dans l'industrie japonaise, ni dans quoi que ce soit de ce genre. Elles l'investissaient simplement dans des bons du Trésor américain.

Et donc, cela aidait les États-Unis, parce que le Japon achetait des bons du Trésor et beaucoup de dette. Mais il n'y avait aucune aide visible pour l'économie japonaise. Ils veulent faire entrer davantage d'argent dans l'économie japonaise, l'économie réelle — les entreprises japonaises qui produisent quelque chose, que ce soit dans la recherche et développement ou dans l'industrie, peu importe. Ils veulent simplement plus d'emplois, plus d'activité économique, des salaires. Ils essaient donc de maintenir les taux un peu plus élevés. Eh bien, voilà le problème : je ne vais pas emprunter à deux pour cent et prendre le risque monétaire. Si le rendement est de quatre ou cinq pour cent, cela m'inquiète. Alors les gens essaient de trouver comment déboucler leurs positions, celles où ils ont emprunté à zéro et obtenu deux ou trois pour cent.

Et c'est une source d'inquiétude pour le gouvernement américain, parce qu'il a besoin d'acheteurs pour ces bons du Trésor. S'il n'y a pas d'acheteurs, il doit augmenter les taux afin de les attirer. Donc, si vous regardez les États-Unis sur le graphique que j'ai cité, il y a un élément qui n'y figure pas, mais que les gens devraient comprendre : les banques centrales du monde entier ont réduit leurs avoirs en bons du Trésor américain. Si le gouvernement américain en vend davantage, c'est parce qu'il a augmenté les taux d'intérêt versés sur les bons du Trésor, qu'il s'agisse de refinancer d'anciennes dettes ou d'en créer de nouvelles. Et pour attirer l'argent nécessaire afin que les gens les achètent, il doit proposer des taux plus élevés.

Mais cela a aussi un mauvais effet secondaire. Disons que, vous savez, si j'ai acheté il y a cinq ans un bon du Trésor américain à dix ans, je touchais moins de trois pour cent. Et qu'aujourd'hui, le taux se rapproche plutôt de six pour cent, j'ai perdu énormément de valeur sur ce placement. Je ne vais peut-être pas le constater. Je vais peut-être me dire : bon, gardons-le. Je ne touche pas beaucoup d'intérêts. En gros, ça couvre juste l'inflation, mais je ne comptabilise pas la perte. Alors je vais le conserver. Peut-être que, dans quelques années, Trump ne sera plus là. Quelqu'un changera quelque chose. Les taux baisseront. Personnellement, je pense que c'est un fantasme, vu le niveau de dette des États-Unis. Mais ils ne veulent pas reconnaître ces pertes. Et c'est la même chose du côté japonais.

Si vous essayez de vendre cette obligation que vous avez achetée il y a de nombreuses années, vous êtes en perte. Vous devez à la Banque du Japon, auprès de laquelle vous avez emprunté, plus d'argent que ce que vous allez recevoir de cette vente. Voilà donc les problèmes qui se créent. C'est ce à quoi Bessent s'intéresse. Mais vous remarquerez qu'il n'y a pas vraiment de plan à long terme. Comme je l'ai dit auparavant, la réindustrialisation de l'Amérique n'a pas fonctionné. C'était la grande idée de Trump, non ? Il allait contraindre tout le monde à se soumettre avec des droits de douane, forcer les entreprises à commencer à produire aux États-Unis pour pouvoir accéder au marché américain. Mais cela ne s'est pas produit. Donc, en gros, ce sont toute une série de mesures à court terme : un cavalier sans tête qui tourne en rond et se rapproche de très, très près d'une falaise.

Et c'est ce qui inquiète beaucoup de gens. Et il y a une chose à laquelle les gens devraient prêter une attention particulière : cette bulle numérique, la bulle de l'intelligence artificielle. Vous avez commencé à regarder les valorisations d'avant, puis, tout à coup, la Chine est arrivée avec un modèle différent. En gros, la seule chose à savoir, c'est qu'Anthropic veut vous vendre un token, qui accomplit beaucoup de travail, pour trente dollars. Et les Chinois vous vendront le même token, capable de faire à peu près le même travail, pour cinquante centimes. Or, les projections de bénéfices d'Anthropic, et tout le reste, reposent sur un prix de trente dollars. Mais en réalité, la Chine a sapé cela en proposant un système différent, ce qu'ils appellent un système ouvert, qui va faire tomber le prix à cinquante centimes.

Donc, ce modèle est mort. Mais les valorisations des entreprises concernées, qu'elles construisent des centres de données, qu'elles fassent de l'IA ou qu'elles fabriquent des puces, reposent toutes sur le pari que, d'une manière ou d'une autre, tout finira par marcher. Et beaucoup d'entre nous pensent que leur pari, aujourd'hui, c'est qu'elles sont trop grosses pour faire faillite. Qu'elles représentent une part si importante du S&P, une part si importante de l'économie américaine. Rappelez-vous : plus de cinquante pour cent des investissements, l'an dernier, étaient liés à ces fermes de serveurs. Réfléchissez-y. Vous retirez cinquante pour cent de cela, et tout s'effondre. Vous avez une énorme bulle.

Cela déclencherait un problème énorme pour les États-Unis. L'argent disparaît. Les gens sont ruinés. Des milliards sur le papier ne deviennent plus rien sur le papier. Et vous avez quelque chose qui ressemble à un mélange du krach de Wall Street et de la crise financière. Si ça intéresse quelqu'un, il devrait regarder les graphiques qui montrent les différentes bulles, comme la bulle Internet, mais aussi la crise financière, la bulle des caisses d'épargne et de crédit. Tout cela, c'est aux États-Unis. Et puis comparer ça à la quantité d'argent investie dans l'IA. Je veux dire, vous savez, toutes ces bulles sont plus ou moins comme ça. Elles suivent toutes une certaine courbe. L'IA est tellement au-dessus. C'est extrêmement dangereux.

Et malheureusement, ce n'est pas soutenable. Même si vous commencez à regarder les revenus, même dans le meilleur des cas, oui, ils ne justifient pas les valorisations de ces entreprises. Donc on va droit vers un problème. Et malheureusement, on approche peut-être très près du moment où la bulle éclate. Et là, cela n'aurait pas qu'un seul effet sur l'économie américaine. Ce serait un virus qui se propagerait dans le monde entier et qui ferait chuter des économies. Les conséquences seraient vraiment, vraiment graves pour tout le monde, y compris pour la Chine. Ce n'est pas une situation où tout le monde s'en sortirait indemne. La Chine s'y prépare depuis bien plus longtemps. Elle a été très stratégique quant aux différentes possibilités.

Mais en Occident, les portes ne sont pas gardées. On n'entend rien venant d'Europe qui parle réellement de ces dangers. Il y a quelques économistes qui disent : « Bon, vous savez, on devrait s'en préoccuper. » Mais personne n'a... enfin, il y en a quelques-uns. Je veux dire, Michael Burry, qui avait prévu la crise financière de deux mille huit. Il prend agressivement des positions à la baisse,

pensant qu'il va beaucoup profiter de l'effondrement du système financier. C'est possible. Mais ensuite, la question, c'est : qu'est-ce que vous faites de votre argent ? Si nous connaissons le genre de ralentissement économique cataclysmique que j'anticipe, avoir beaucoup de liquidités ne sera pas forcément une bonne chose, parce que ces liquidités, elles sont dans quoi ?

Des dollars. Eh bien, le dollar pourrait s'effondrer brutalement. Pourquoi ? Parce que personne ne voudra acheter la dette des États-Unis, avec cette contagion économique. On parlera moins de : « On ne peut pas manger de l'or », et davantage de riz, de pommes de terre, de pétrole et de choses absolument nécessaires. Il y aura toujours du commerce et ce genre de choses, mais cela pourrait être très, très différent. Et j'essaie d'être alarmiste. Je souligne simplement que nous nous dirigeons vers une falaise, et que personne ne semble réfléchir à ce qu'il y a au bout. Un peu comme le Brexit pour les Britanniques : ils ont sauté en espérant que les rochers seraient bien mous, et...

#Glenn

Jusqu'à présent, non. Eh bien, je me demande ce que les pays font pour s'y préparer. Parce que, comme vous l'avez dit, si c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui chute avec ça, c'est difficile d'éviter d'être touché. Mais quand on regarde des pays comme la Chine, que font-ils concrètement pour minimiser les conséquences pour eux-mêmes ?

#Einar Tangen

Eh bien, ce n'est pas seulement la Chine. Je veux dire, la Chine a près de cent quarante relations commerciales principales dans lesquelles elle est le premier importateur ou exportateur pour ces pays. Et ils ont mis en place des systèmes de financement alternatifs parce que, si le dollar s'effondre, si plus personne ne veut utiliser le dollar, alors vous avez un vrai problème. Aussi parce que les États-Unis ont fait pression sur eux, en utilisant SWIFT comme une arme, et cetera, et cetera. Nous le savons tous.

Et, vous savez, ces derniers temps, on a beaucoup parlé du fait que les États-Unis viennent de transférer tout l'or du... le pays et l'État m'échappent... le Venezuela, dans leurs propres coffres. Je ne sais même pas ce que ça veut dire. Vous avez juste pris l'or. Enfin, en règle générale, je dirais que c'était un braquage. Mais, vous savez, il y a des situations où les États-Unis agissent en toute impunité. Il y a de moins en moins de confiance dans le système du dollar américain. La Chine a CIPS, C-I-P-S. Oui, en gros, ils ont mis en place des entités capables de faire du commerce transfrontalier. Et la manière dont ils organisent cela est très intéressante.

Ils ne rendent pas le yuan chinois pleinement convertible. Ça veut dire que si je suis en Chine, ici, en ce moment, et que je veux le convertir en dollars américains, c'est difficile. Je dois montrer comment j'ai gagné cet argent. Je dois montrer que certaines conditions préalables sont remplies, et les montants disponibles sont limités. Il y a un plafond. Donc, pour les particuliers chinois, c'est très difficile de convertir leur argent. Cela dit, c'est différent du yuan chinois utilisé comme monnaie de

commerce. Par exemple, une grande partie des échanges actuellement entre la Russie et la Chine, ou entre l'Iran et la Chine, ainsi qu'avec beaucoup d'autres pays, se fait en renminbi, en yuans. Donc, ce qu'ils font, c'est qu'ils facilitent cela.

Et il y a deux choses auxquelles les gens devraient prêter attention. Premièrement, ils ont récemment créé un mécanisme pour que, disons, si j'ai besoin de payer quelqu'un. Il y a un problème de balance commerciale et je dois régler une dette, vous voyez. Eh bien, auparavant, j'aurais peut-être dû vendre les bons du Trésor que je détenais, ces obligations chinoises. Et c'est coûteux, parce que je devrais peut-être les racheter plus tard. Ça crée beaucoup de complications. Alors, les Chinois ont dit : d'accord, nous allons ressembler davantage au dollar. Très bien, nous allons créer des mécanismes qui vous permettront d'emprunter sur la base de vos obligations pour effectuer tout règlement nécessaire. C'est moins coûteux. En fait, c'est très, très, très peu cher, en termes de taux d'intérêt et ce genre de choses.

Et puis, vous savez, vous pouvez rembourser les intérêts, rembourser la dette, faire tout ce qui est nécessaire. Une fois que c'est fait, c'est fait. Donc, cela facilite la détention de ces obligations chinoises. La deuxième chose, que je trouve très intéressante, c'est que la Chine met en place, dans d'autres pays, des coffres sécurisés pour y stocker de l'or. Alors, pourquoi est-ce important ? Eh bien, vous commencez à regarder la quantité d'or que possède la Chine, et vous vous dites que si le dollar américain baisse, l'or va probablement monter. C'est l'hypothèse à faire. La Chine aura suffisamment d'or pour garantir ses yuans chinois détenus à l'étranger par de l'or. Et pourquoi est-ce important lorsque le monde est sens dessus dessous ?

Eh bien, je pense que ce serait très, très important. Cela ajoute un niveau de sécurité auquel les gens accordent davantage confiance, parce que les Chinois n'appliquent aucun critère idéologique aux échanges qu'ils font. Ils commercent avec des pays démocratiques. Ils commercent avec des pays qui ne le sont pas vraiment. Il ne s'agit pas de la situation intérieure. Il s'agit simplement du commerce. Donc cela pourrait être très, très, très attractif. Mais le fait qu'ils installent ces coffres-forts à l'étranger — ils en ont un à Hong Kong, et il y a des projets dans d'autres endroits au Moyen-Orient et ailleurs — montre clairement, à mes yeux, qu'ils se préparent à l'éventualité d'une ruée sur le dollar. Et alors, qu'est-ce qu'on fait ?

Il faut avoir une monnaie alternative. Il faut bien qu'il y ait quelque chose. Maintenant, est-ce qu'ils veulent être, vous savez, comme le dollar américain ? Absolument pas. J'ai parlé à beaucoup d'économistes ici, et ils disent : « Hé, on a retenu la leçon. Les effets de distorsion liés au fait d'essayer d'être la monnaie du commerce mondial sont trop importants pour que n'importe quel pays puisse les gérer, même la Chine. » Ce qu'on veut faire, c'est sécuriser les paiements internationaux, puis garder notre économie intérieure à part. Les Chinois ne veulent pas de ce qu'on appelle des flux de capitaux spéculatifs, des flux d'investissement, en gros de l'argent qui parie, d'accord, qui entre en Chine et vient bouleverser leurs marchés boursiers. Ils veulent que les marchés boursiers fonctionnent en fonction de l'économie réelle.

Vous investissez et, vous savez, quatre ou cinq ans plus tard, ou peu importe, ils ont une bonne idée, ils commencent à faire des bénéfices, la valeur de vos actions augmente. Vous savez, à l'ancienne. Plutôt que de parier sur le niveau que va atteindre le taux d'intérêt de la Banque de Chine, ou d'essayer de voir s'il y a un coup rapide à jouer sur une action en particulier parce que vous pensez qu'ils vont faire une annonce, dans un sens ou dans l'autre. C'est l'une des raisons pour lesquelles ils ne s'intéressent pas ici, en Chine, au marché des options. Ils disent donc : « Nous voulons que notre économie reste réelle, et nous voulons évidemment nous assurer que les gens aient confiance pour faire des transactions avec nous. » Et c'est à cela qu'ils se préparent.

Évidemment, la Russie, l'Iran, et beaucoup d'autres pays, pas seulement ceux qui nous sont hostiles. Je veux dire, beaucoup de pays au Moyen-Orient. Et d'ailleurs, les Émirats arabes unis sont une plateforme d'échange pour les Chinois qui veulent commercer. Ils sont évidemment très proches des États-Unis. Donc, il n'y a pas de test décisif. Il y a simplement ceux qui sont disposés à le faire. La Chine veut travailler. Ce sera donc une approche très, très différente de celle des États-Unis avec le FMI et la Banque mondiale, qui imposaient des conditions aux prêts et ce genre de choses. La Chine est passée à un modèle moins centré sur les emprunts entre gouvernements — ou plutôt, je devrais dire, sur les projets — et davantage sur la question de savoir si le projet est viable. Donc, ils prêtent en fonction du projet. Et c'est très important, parce que cela les tient à l'écart des va-et-vient politiques quand les gouvernements changent.

Si le projet est bon et qu'il peut s'autofinancer, il y a de fortes chances qu'il se poursuive et qu'il continue à rapporter de l'argent. Non, ce n'est pas une question politique. Mais si l'argent a été prêté à un parti politique au pouvoir, et que ce parti perd le pouvoir, alors, bien sûr, le camp d'en face dira : « Corruption. C'était un mauvais projet. Et c'est de la diplomatie du piège de la dette », et toutes ces choses-là. La Chine en a donc tiré une dure leçon, et elle continue dans cette voie. La Chine, vous savez, ne s'engage pas seulement sur le plan financier. Elle est attachée à cette initiative des Nouvelles Routes de la soie. Et comme Xi Jinping l'a dit l'an dernier, le cadre des Nouvelles Routes de la soie est en place. Il y a ces ports, ces aéroports, ces ports maritimes, ces routes, ces voies ferrées. Et c'est une connexion de base entre de très nombreux pays, qui leur permet d'exporter leurs marchandises et d'en faire venir en retour.

Il a parlé d'apporter de la substance à ce cadre. Et ce que je comprends, c'est qu'il s'agit de zones de développement économique, qui incitent concrètement les entreprises chinoises à commencer à investir et à créer des emplois dans ces pays. Pourquoi ? Parce que, du point de vue de la Chine, le monde grandit ensemble. Si elles créent des emplois dans ces pays, et que ces emplois sont de bons emplois, les gens peuvent vivre et avoir un revenu disponible. C'est avec ça qu'ils vont acheter des biens. La Chine pense avoir la capacité de vendre ces biens à ces personnes, parce qu'elle dispose des bonnes ressources, de la technologie adéquate, de la bonne qualité et du bon prix. Elle est donc prête à être concurrentielle. Alors que le modèle américano-européen... les Européens semblent beaucoup se plaindre, mais faire très peu. Les États-Unis disent : « Non, vous devez acheter nos produits, sinon... » Je ne pense pas que l'un ou l'autre de ces modèles soit très durable.

La Chine, elle, se prépare clairement. D'autres pays — j'ai parlé à des représentants de différents pays, en Amérique du Sud, en Afrique, et cetera — comprennent les grandes lignes de ce qui se passe. Ils sont très intéressés. Ils essaient simplement de comprendre comment cela les affecte. En ce moment, ils sont tous dans des situations difficiles. Beaucoup ont des dettes libellées en dollars et cherchent à comprendre comment les échanger. Pour les pays, les dettes libellées en dollars sont très élevées. Prenons par exemple le Maroc : ils paieront huit, neuf, dix pour cent sur des prêts destinés à des projets, ou sur des prêts souverains. Cela peut être six, sept, huit pour cent. Alors que les obligations dim sum, les obligations émises en devise chinoise, sont à moins de trois pour cent.

En ce moment, on voit des pays du monde entier se rendre à Pékin pour demander comment convertir leurs prêts libellés en dollars en obligations dim sum. Cela crée un problème pour les États-Unis. S'il n'y a pas d'appétit pour acheter ces obligations, investir aux États-Unis, ou emprunter auprès des banques et institutions américaines, vous asséchez un vivier de capitaux. Les gens ne veulent pas détenir ces instruments. Il sera très intéressant de voir comment cela va évoluer. Une réserve, pour tous ceux qui nous écoutent : en général, je suis plutôt bon sur la direction, mais pas sur le timing. Si j'étais bon sur le timing, je serais George Soros et je serais bien plus riche. Je serais, comme je le dis, en train de fixer le prix de grands yachts ou de petits pays.

#Glenn

Jim Rogers fait souvent la même remarque. Il voit la direction que prennent les choses, mais son timing n'est pas très bon. Mais je pense qu'il est difficile d'avoir le bon timing. Quoi qu'il en soit, Sal, merci beaucoup d'être venu dans l'émission pour nous éclairer sur cette évolution.

#Einar Tangen

C'est toujours un plaisir de vous parler, Glenn, et j'apprécie vraiment le travail que vous faites. Je pense qu'il est extrêmement important d'avoir une voix indépendante, qui met en lumière toutes les nuances perdues dans la presse dominante, surtout pour ceux qui sont prêts à réfléchir.